

QUESTION AU SUJET D'ENGAGEMENTS PLUS CON-
SIDÉRABLES QU'AURAIT PRIS LE CANADA
D'APPUYER L'OTAN

M. M. J. Coldwell (Rosetown-Biggart): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une autre question, à laquelle le premier ministre (M. St-Laurent) pourra répondre maintenant, ou plus tard lorsque nous reprendrons nos séances après les vacances de Noël. Le Canada s'est-il engagé à accroître sa contribution envers l'OTAN au cours de l'année prochaine? Dans l'affirmative, pourrait-il nous dire dans quelle mesure?

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Le Canada ne s'est pas engagé à augmenter le montant de sa contribution. Il est possible qu'il y ait des modifications dans la manière dont la somme sera affectée à la constitution des forces de l'OTAN; mais, dans l'ensemble, les engagements du Canada n'ont pas augmenté.

DEMANDE DE DÉCLARATION AU SUJET DE LA
RÉUNION DE PARIS

L'hon. George A. Drew (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire, à laquelle, je le dis dès l'abord, le premier ministre ne voudra peut-être pas répondre sur-le-champ. Cependant, à la lumière des questions qu'on a posées et qui, de fait, se rattachent toutes à un même aspect de ce problème général, je me permets de demander au premier ministre s'il se croit en mesure de faire rapport à la Chambre quant aux progrès réalisés à Paris dans la réunion en cause.

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Non, je ne suis pas en mesure de le faire. Je n'ai reçu aucun rapport sur le résultat des délibérations qui ont eu lieu hier et avant-hier.

LOI SUR LES GRAINS DU CANADA

DEMANDE DE REVISION PAR LE COMITÉ DE
L'AGRICULTURE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. R. Argue (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Commerce. Pourrait-il nous dire si on va convoquer au début de l'an prochain le comité de l'agriculture et de la colonisation, afin de reviser la loi sur les grains du Canada, suivant les recommandations formulées par ledit comité à la dernière session? Le ministre sait qu'il s'agit de réunir ce comité pour étudier le problème des excédents et de la répartition des wagons couverts.

Le très hon. C. D. Howe (ministre du Commerce): Mon honorable ami sait bien que ce n'est pas le rôle du ministre que de réunir les comités. En sa qualité de membre du susdit comité, l'honorable député, lui, pourrait le faire. Je ne puis recommander aucune modification à la loi des grains du Canada. Plus tard, au cours de la présente session, il y aura des questions que je voudrai déferer au comité; mais c'est le comité lui-même, j'imagine, qui décidera de quoi il lui faut s'occuper.

M. Argue: Puis-je poser une question complémentaire? Le ministre s'opposerait-il à ce que le Gouvernement suive la recommandation du comité, aux termes de laquelle la loi des grains du Canada devrait être renvoyée aux fins d'examen au comité de l'agriculture?

Le très hon. M. Howe: Je n'ai rien à voir là-dedans. Si, s'étant réuni, le comité voulait s'atteler à cette besogne, j'essaierai de l'aider. Mais qu'il s'en occupe ou non, peu m'importe.

M. Argue: Tâchez d'intéresser à la question ceux qui siègent de votre côté.

LE CANCER

RECHERCHES SUR LE RAPPORT ENTRE LA FUMÉE
DU TABAC ET LE CANCER DU POUMON

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je poserai une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. A la suite des nouvelles concernant les affirmations formulées aux États-Unis au sujet de l'effet de la fumée du tabac en ce qui a trait au cancer pulmonaire, le ministre peut-il nous dire si les recherches effectuées dans son ministère et mentionnées le 8 mai dernier, sont assez avancées pour qu'on puisse établir un rapport ou une déclaration.

L'hon. Paul Martin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Il ne s'effectue aucune étude de ce genre au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, mais divers organismes de recherche au Canada ont reçu des montants prélevés sur les fonds destinés au programme national d'hygiène, afin de poursuivre des travaux dans divers domaines se rapportant à la santé nationale. Cet aspect particulier de la question a fait l'objet d'études, effectuées sinon distinctement du moins simultanément avec d'autres aspects des recherches relatives au cancer.

M. Knowles: Je voudrais savoir aussi si l'un des organismes s'adonnant à ces recherches a soumis des rapports à ce sujet et, le